**DEMANDE DE CANDIDATURE**

Il/Je soussigné(e):

|  |  |
| --- | --- |
| **NOM Prénom**  | **Fonction**  |
| **Tel Mobile** | **E-mail** |

En qualité de représentant légal de l’entreprise :

|  |
| --- |
| **Raison sociale:** |
| **Inscription au registre des entreprises**   |  |
| **Numero SIRET** |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Numéro TVA:** | **Code NAF:** |
| **Adresse du Siège social** |  |
| **Code postal :**  | **Commune :**  |
| **Telephone :** |  | **e-mail :** |
| **Etablissement Secondaire concerné** *(si différent du siège social) :*  |
| **Code Postal et Commune** | **Rue** | **N°** |

**DEMANDE**

**à participer à** **L’APPEL A CANDIDATURE POUR ACCEDER AU PARCOURS D’ACCOMPAGNEMENT dans le cadre du projet STEp-IN-UP**

**DECLARE**

* avoir pris connaissance de l’appel à candidature et en accepter toutes les conditions ;
* que l’entreprise (constituée ou en cours de création) exerce ses principales activités dans l’un des domaines de l’économie verte et bleue suivants : Nautisme et construction navale, tourisme innovant et durable, Biotechnologie bleue ou verte, énergies renouvelables bleue ou vertes ;
* relevant de la définition des PME figurant dans la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne du 6 mai 2003, transposée par D.M. du 18 avril 2005 ;
* de ne pas se trouver en état de liquidation, de faillite ou de toute autre procédure collective ;
* être à jour de ses obligations fiscales et sociales ;
* se conformer aux règlements de l'UE 1407/2013 et 1408/2013 de la Commission du 18/12/2013 concernant l'application de l'art. 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne à l'aide "de minimis".

**JOINDRE**

Le dossier de candidature complet à nadege.bouget@cote-azur.cci.fr

* Demande de candidature complétée et signée ;
* La copie de la CNI en cours de validité du représentant légal de l’entreprise ;
* Attestation de minimis ;
* Business plan (format libre – modèle format pdf fourni à titre indicatif).

Date :

Signature et cachet du représentant légal :

**1.1 PRESENTATION DU DOSSIER- MAXIMUM 2 PAGES**

|  |
| --- |
| 1. **Décrire les principales activités de l’entreprise**
2. **Quelles sont les activités de l'entreprise dans les domaines de l'économie verte et/ou bleue?**
3. **Décrire le produit, le service et/ou le projet d’innovation pour lequel l’entreprise candidate**
4. **Dans quelle filière prioritaire transfrontalière le produit, le service ou le projet d’innovation est-il appliqué ?**
* Nautisme et construction navale
* Tourisme innovant et durable
* Biotechnologies bleues et vertes
* Énergies renouvelables bleues et vertes

**Motivation – présenter brièvement la pertinence du projet / services par rapport à la filière prioritaire transfrontalière choisie** |

**1.2 RENSEIGNEMENTS PRIVÉS AUX SENS DU RÈGLEMENT EUROPÉEN 2016/679 ART-13 et 14**

|  |
| --- |
| **Politique de confidentialité pour les participants****(«Information»)****1 Avant-propos et coordonnées du contrôleur des données**La présente politique s’applique spécifiquement aux partenaires du projet «Step In Up» et aux procédures de sélection tant pour l’admission aux services fournis que pour l’attribution d’affectations pour la prestation de services dans le cadre du «projet». Le «projet» est géré par un partenariat composé de : Lucca Innovazione e Tecnologia S.r.l., ayant son siège social à Lucca (55100), Corte Campana 10, Codice Fiscale e Partita Iva 02082650462, in persona dell’Amministratore Unico e legale Représentant, Dr Gianluigi Guidi Participation Foundation for Innovation and Entrepreneurship Development, ViaBenedetto Croce62, Pisa Codice Fiscale/Partiva IVA 02247870500 – représentée par M. Valter Tamburini, en sa qualité de Président,Chambre de Commerce et d’Industrie Nice Côted’Azur, 20 Boulevard Carabacel 06005, Nice numéro de TVA FR64180600017 – représentée par Jean Pierre Savarino, Président Sardegna Ricerche, Via Palabanda 9, Cagliari Tax Code 92024600923 et numéro de TVA 01930910920 – représentée par Mme Maria Assunta Serra, en qualité de commissaire extraordinaireci-après dénommés «partenaires» **2 Contrôleur de données et processeurs de données**Les informations sont fournies par les «partenaires», en tant que contrôleurs de données, aux participants aux activités de fourniture de services réalisées dans le cadre du «projet» à des fins de transparence et de protection des données à caractère personnel y afférentes traitées, conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel, ainsi qu’à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD) et b) à la législation nationale italienne applicable dans le domaine de la protection des données personnelles.Les personnes intéressées par le traitement, qui s’inscrivent sur les formulaires en ligne fournis par les «partenaires» ou par les fournisseurs de services en ligne et la gestion d’événements, sont : a) les personnes physiques, les personnes en phase de démarrage et les entreprises qui fournissent leurs données à caractère personnel pour bénéficier des services; b) les personnes physiques, en tant que professionnels indépendants ou référents de sociétés de conseil qui fournissent leurs données à caractère personnel pour participer aux sélections de missions destinées à la fourniture des services fournis dans le cadre du «projet» au nom des «partenaires»;**3** **Mise en garde**Les «partenaires» fournissent des services de développement technologiques et d’innovation en faveur des entreprises innovantes et des start-ups. Pour le traitement des données à caractère personnel que chaque partenaire effectue dans le cadre de son objet social, veuillez vous référer aux informations complètes publiées sur le site Internet de chaque «partenaire». **4 Autorisations internes de traitement** Les données sont traitées par des personnels autorisés au traitement, dûment informés, impliqués dans les activités de traitement connexes.**5 Gestionnaires externes/autonomes et copropriétaires – Bénéficiaires de traitement**Au nom des «partenaires» (et sous réserve d’un accord spécifique), les consultants, les institutions, les entreprises et les entreprises fournissent des services dont la performance implique des opérations de traitement des données. En particulier, il s’agit de fournisseurs de services en ligne et de gestion d’événements (tels que Zoom© et/ou Google Modules©).Outre les sujets susmentionnés, les données peuvent être communiquées à des tiers agissant en tant que responsables du traitement indépendant des données, y compris, à titre d’exemple, des entités/sujets publics.La Compagnie fournit des renseignements précis sur les bénéficiaires à la demande de la partie intéressée.6 **Données à caractère personnel traitées**Les données traitées se composent de données communes, souvent uniquement de données d’identification, telles que, par exemple, le nom et le prénom de la personne concernée, l’appartenance à l’entreprise, le numéro de TVA, le domicile légal et fiscal, les adresses complètes, physiques et téléphoniques (y compris les téléphones portables), le courrier électronique, en général, les informations nécessaires pour permettre l’enregistrement sur la plateforme ou la participation à l’événement.Bien que les «partenaires», aux fins de la fourniture des services, n’exigent pas le téléchargement d’images par les parties intéressées, cette possibilité est toutefois techniquement prévue, les «partenaires» peuvent donc également traiter les images fournies spontanément par les parties intéressées. **7 Objet de la transformation et base juridique de celle-ci**Les partenaires procèdent au traitement des données aux fins et aux bases juridiques suivantes : **a.** permettre auxparties intéressées de s’inscrire sur le formulaire en ligne de participer aux sélections afin d’être admissibles à l’utilisation des services fournis par le «projet» ou d’être admis à fournir des services d’assistance. Le traitement est nécessaire à l’exécution du contrat et à la détection des demandes de la personne concernée de nature précontractuelle.**b.** envoyerdes communications informatives, commerciales et promotionnelles, y compris le bulletin d’information, aux adresses électroniques fournies par les parties intéressées, une fois qu’elles ont exprimé leur consentement exprès. Le traitement est basé alternativement : — sur consentement, jusqu’à révocation (Opt-out).— sur l’intérêt légitime de la société à envoyer des messages commerciaux par mail uniquement dans les cas où les personnes concernées se sont enregistrées.**c.** permettre auxparties intéressées de s’inscrire sur le formulaire en ligne pour participer aux sélections en vue de l’attribution d’affectations pour la prestation de services d’assistance au nom des «partenaires». Le traitement est nécessaire à l’exécution du contrat et à la détection des demandes de la personne concernée de nature précontractuelle.**8 Temps de conservation des données**Données des personnes concernées qui : — elles sont enregistrées sur les formulaires en ligne, sont conservées pendant la durée des relations contractuelles avec le «Partenaire» qui a confié la cession, puis annulés dans un délai de mois à compter de la résiliation de la relation. — la participation aux activités et manifestations prévues dans le «projet» est maintenue pendant le temps nécessaire à la gestion de la participation de la partie intéressée et, pendant les six mois suivants.Les délais et critères de conservation ci-dessus peuvent être prolongés/dérogés si la conservation des données est nécessaire à des fins défensives, en cas de litige ou de controverse Les données visées aux points 7.b. et 7.c. sont stockées et traitées jusqu’au retrait du consentement.**9 Facultatif/obligatoire de la fourniture de données**La fourniture de données par les personnes concernées est nécessaire pour permettre aux «partenaires» de remplir leurs obligations contractuelles. Tout refus de fournir les données, en tout ou partie, ne permettra pas à chaque partenaire: (i) fournir les services demandés par les parties intéressées, (ii) répondre à toute demande, (iii) permettre l’achat et la participation relative à l’événement et (iv) l’attribution éventuelle de cessions.**10 Transfert de données à l’étranger (hors UE)**— Actuellement, il n’y a pas de transfert de données extra-UE pour les personnes concernées qui utilisent et s’inscrivent sur les formulaires en ligne, si le transfert vers des pays non membres de l’UE intervient, en tout état de cause, après vérification du respect des dispositions des articles 44 et ss. du RGPD et communication préalable concernant le pays tiers de destination des données et le mécanisme de sauvegarde conformément aux dispositions du RGPD. — En ce qui concerne les données collectées par l’entreprise par l’intermédiaire de fournisseurs externes de services en ligne, les «partenaires» peuvent également utiliser des fournisseurs établis aux États-Unis, sous réserve de la vérification de la conformité du traitement des données par ces personnes avec les articles 44 et suivants du RGPD.**11 Droits**Les parties intéressées peuvent contacter chaque «partenaire» ou tout gestionnaire externe pour exercer les droits prévus par les lois nationales sur la protection des données, selon le cas, et par le RGPD (articles 15 et suivants), et notamment pour accéder à leurs données à caractère personnel, demander leur rectification, leur mise à jour ou leur suppression, les limitations, ainsi que demander la transférabilité, en envoyant une communication aux coordonnées des «partenaires» indiqués ci-dessus.**12 Droit d'opposition**Selon les mêmes modalités prévues ci-dessus, les personnes concernées peuvent s’opposer, en tout ou en partie, au traitement des données à caractère personnel les concernant, lorsque la base juridique pertinente est constituée par l’intérêt légitime des «partenaires», conformément aux dispositions de l’article 21 du RGPD et pour leurs effets.**13 Réclamation**Toute partie intéressée qui estime que le traitement de données la concernant constitue une violation du RGPD, conformément à l’article 77 du RGPD, peut déposer une plainte auprès d’une autorité de contrôle dans laquelle la personne concernée réside habituellement ou travaille, ou auprès d’une autorité de contrôle en cas de violation présumée des données. **14 Retrait du consentement**L’exercice de l’Opt-out (retrait du consentement), par les parties intéressées, en ce qui concerne l’utilisation des adresses de courrier électronique pertinentes pour l’envoi de communications électroniques, peut survenir à tout moment par les personnes concernées et entraînera la cessation de l’envoi de toute communication. Lieu et dateSignature  |